

L'Armée et la Nation

Article du Populaire de Saône-et-Loire n°5.

Texte publié dans Le populaire de Saône-et-Loire, Organe hebdomadaire de la Fédération Socialiste S. F. I. O. de S-et-L du Samedi 16 février 1946.

La lutte menée par André Philip¹ pour réduire les crédits militaires est souvent fort mal interprétée. Certes, l'opinion s'intéresse particulièrement à ce point du programme gouvernemental. On s'indigne d'apprendre que le budget de la guerre dépasse 200 milliards quand il avait été officiellement évalué à 125, la différence ayant été dissimulée ici et là par les hauts fonctionnaires de l'armée. On est stupéfait de découvrir que les effectifs réels dépassaient le 10 Janvier un million d'hommes (dont 58.000 officiers et 146.000 sous-officiers) alors que le 4 décembre le gouvernement avait décidé de les limiter à 700.000 hommes. Si l'on ajoute tout le personnel auxiliaire, cela fait en tout 2000.000 de rationnaires !

L'opinion est surprise aussi d'apprendre les difficultés que rencontre André Philip. Si l'on en croit la plupart de nos concitoyens, un ministre est un personnage tout puissant qui N'A QU'À concevoir et signer un décret pour qu'il soit immédiatement exécuté. Un de nos confrères appelle cela l'épidémie des « N'A QU'À »... Bien entendu ce sont les privilégiés qui crient le plus fort. Les affameurs ou leurs clients s'insurgent contre l'incurie du ministre du Ravitaillement, et comme aux beaux jours de février 1934, ce sont les voleurs qui crient « au voleur ! »

Il est inutile de rappeler la politique de l'État Major sous la IIIe République. Il en est aujourd'hui à sa phase « résistante ».

D'ailleurs il est secondé par de bons Français qui dénoncent l'antimilitarisme impénitent des Socialistes. Nous n'avons nullement besoin de nous justifier. C'est à la guerre qu'on reconnaît les guerriers.

Mais nous n'hésitons pas à le dire. Comme l'anticléricalisme, l'antimilitarisme fut dans le passé la réponse immédiate du peuple à une menace. Comme le clergé, l'armée ne doit pas être un État dans l'État. Or, l'armée de métier, la prépondérance du pouvoir militaire sur le pouvoir civil seraient une menace grave pour la nation. Si vous ne voulez pas d'antimilitarisme, ne faites pas du militarisme.

Et puis, il ne s'agit pas seulement de retrouver l'équilibre budgétaire. Si par impossible, le budget parvenait à s'équilibrer normalement, il faudrait maintenir LA RÉDUCTION de TOUTES les DÉPENSES IMPRODUCTIVES.

¹ Nde : André Philip (1902-1970) député socialiste du Rhône en 1936, il dénonce les accords de Munich et est adhérent du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Il fait partie des quatre-vingts parlementaires qui refusent de voter les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 et s'engage dans la résistance au sein du Comité d'action socialiste et de Libération-Sud. Il est ministre de l'économie et des finances du gouvernement Guoin (janvier-juin 1946), puis dans le gouvernement Blum (décembre 1946-janvier 1947). Dans le ministère Ramadier en 1947, il est ministre de l'économie nationale

Produire d'abord, pour se nourrir, pour se vêtir, pour se loger – pour exporter enfin, parce qu'un pays, grand ou petit, ne peut vivre qu'en participant aux échanges internationaux.

À quoi servirait une armée que la nation, en temps de guerre, ne pourrait ni armer ni nourrir ?

De plus, si l'armée est une caste, elle n'a pas l'affection du peuple. Si elle est une charge pour la nation, elle est l'objet de rancune et de révolte.

Nous devons passer résolument d'une économie de guerre ruineuse pour le pays à L'ÉCONOMIE DE PAIX. Les bouches crient qu'elles ont faim. La nation veut vivre, et vivre, c'est construire, non pour détruire ensuite, mais pour établir progressivement une société juste et fraternelle.

A-t-on peur de la guerre ? Contre qui ? Avec quoi ?

Contre la routine, l'égoïsme, l'ignorance et la misère ?

Alors oui, nous en sommes !

Jacques Muglioni
16 février 1946



Notions retenues pour ce texte :
armée, économie de guerre/de paix

A propos des articles du Populaire de Saône-et-Loire

Le père de Jacques Muglioni, Xavier Muglioni (1889-1936) avait sa carte de la SFIO à Bastia avant 1914. Il milita ensuite à Paris particulièrement dans le cadre de la Corse socialiste. Son fils Jacques (1921-1996) participa aux jeunesses socialistes, sans ignorer même avant la seconde guerre mondiale la terreur soviétique qu'il dénonça pendant la guerre froide lorsqu'il était un des militants les plus en vue de la SFIO de Saône-et-Loire. Jeune professeur de philosophie au lycée de Mâcon, et préparant alors l'agrégation, il rédigea régulièrement des articles dans Le Populaire de Saône-et-Loire, organe local de la SFIO dont il a été rédacteur puis rédacteur en chef (fonction qu'il prend entre les numéros du 3 novembre 1945 et du 16 février 1946).

Ces articles des années 1945-46 défendent le socialisme tel qu'il était défini par Léon Blum. On verra par exemple que Jacques Muglioni admet alors la critique marxiste de la Révolution Française, qu'il ne reprendra plus par la suite (voir le Discours de Ville-di-Paraso du 14 juillet 1989). Mais il formule déjà clairement l'exigence d'une véritable instruction publique sans laquelle une révolution économique et sociale n'aurait aucun sens.

Il est intéressant de voir la différence entre les articles de 1945-46 et ceux des années 1950 : ceux-ci sont des propos philosophiques, et non plus des articles politiques de circonstance. Travailler pour ses classes libère le professeur de l'idéologie. Ainsi Jacques Muglioni cessera de faire du capitalisme la seule cause des guerres. Dans le papier « La Paix » du 12 mai 1945, il dénonce déjà les crimes socialistes. Il ne sera plus question chez lui d'un « nouveau type d'homme », mais son idée de l'humanité ne changera pas.

Certains diront qu'avec l'âge il s'est éloigné de son idéal de jeunesse. Il est au contraire permis de penser que ce sont les gouvernements socialistes qui ont renoncé au socialisme tel que Jacques Muglioni pouvait le concevoir à la Libération : il quitta la SFIO après l'arrestation de Ben Bella en 1956. Il dénoncera sous le pseudonyme de Gédione (« Les Vandales », avril 1958) la trahison de l'école par tous les gouvernements, et dut cesser d'être doyen de l'Inspection générale de philosophie à l'arrivée des socialistes en 1981, en raison de son opposition à leur politique scolaire.

Liste des articles (par ordre alphabétique)

1. *La Paix – 12 mai 1945.*
2. *Léon Blum – 19 mai 1945.*
3. *Un nouveau type d'homme – 29 septembre 1945.*
4. *Avenir de la France... ...avenir du monde – 3 novembre 1945.*
5. *L'Armée et la Nation – 16 février 1946.*
6. *Oui, Vive la Liberté mais... La Liberté c'est d'abord la justice ! – 2 mars 1946.*
7. *La Conférence des Secrétaires Fédéraux a adopté la Déclaration des Principes du Parti Socialiste – 9 mars 1946.*
8. *La déclaration des droits – 16 mars 1946.*
9. *Le droit à l'instruction – 23 mars 1946.*